Projet de règlement grand-ducal

modifiant le règlement grand-ducal du 28 mai 2009 fixant les conditions et modalités pour l'obtention de l'attestation habilitant à faire des remplacements dans l'enseignement fondamental.

Avis du Conseil d'Etat

(4 février 2014)

Par dépêche du 31 octobre 2013, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de règlement grand-ducal sous rubrique, élaboré par la ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle. Le projet de règlement grand-ducal était accompagné d'un exposé des motifs, d'une fiche financière et d'une fiche d'évaluation d'impact.

L'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics a été communiqué au Conseil d'Etat le 17 décembre 2013.

Considérations générales

Les modifications proposées dans le projet sous rubrique sont devenues nécessaires suite à l'adoption de la loi du 18 juillet 2013 concernant e. a. des agents intervenant dans l'enseignement fondamental.

Examen des articles

Préambule

Quant au visa relatif à la Chambre des fonctionnaires et employés publics, il y a lieu de rédiger les termes « fonctionnaires » et « employés » avec des initiales minuscules. Il faut également écrire « Gouvernement en conseil » avec une lettre « c » minuscule.

Au vu de l'arrêté grand-ducal du 4 décembre 2013 portant énumération des ministères, il convient de remplacer la référence au ministre compétent par « Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ».

Articles 1^{er} et 2

Sans observation.

Articles 3 et 4

Le Conseil d'Etat regrette que la modification proposée par les auteurs ne soit pas expliquée dans l'exposé des motifs du projet de règlement grand-ducal sous avis. Cette modification, qui aurait pour effet que l'attestation habilitant à faire des remplacements ne serait plus automatiquement délivrée aux demandeurs qui remplissent les conditions prévues à l'article 3, alinéa 6 du règlement grand-ducal du 28 mai 2009 fixant les conditions et modalités pour l'obtention de l'attestation habilitant à faire des remplacements dans l'enseignement fondamental, est source d'arbitraire. Si les auteurs estiment que d'autres éléments doivent être pris en considération en vue de la délivrance de l'attestation, le Conseil d'Etat insiste pour que des critères objectifs soient ajoutés à l'alinéa en question.

Cette observation vaut également pour la modification proposée à l'article 4 du projet de règlement grand-ducal.

Article 5

Sans observation.

Article 6

En renvoyant à l'observation faite à l'endroit du préambule, il y a lieu de remplacer « Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle » par « Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ». En plus, il faut écrire le terme « chargée » au masculin.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 4 février 2014.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Victor Gillen